

Communiqué de presse [SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H](#)

Résultats régionaux du 3^e Baromètre des mobilités du Quotidien porté par Wimoov

MOBILITÉS DU QUOTIDIEN : LES HABITUDES DES GUADELOUPÉEN.NES MESURÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS

Wimoov, association qui œuvre en faveur de la mobilité inclusive et durable, publie ce jour la 3^{ème} édition de son Baromètre des Mobilités du Quotidien, réalisé en 2023 auprès d'un échantillon de plus de 12 000 personnes dans la France entière y compris en Guadeloupe.

Né en 2019 à l'initiative de Wimoov après le vote de la nouvelle Loi d'Orientations des Mobilités (LOM), ce baromètre livre tous les deux ans une photographie des usages et des représentations des Français.es dans leurs mobilités du quotidien, vise à identifier les situations et les facteurs de précarité dans ce domaine, et ainsi à mesurer les impacts et l'efficacité de la LOM.

Pour la première fois, le Conseil Départemental de la Guadeloupe s'est associé à la démarche de Wimoov afin de disposer d'un référentiel de données sur la mobilité et de permettre un suivi des évolutions en la matière.

L'ESSENTIEL DU BAROMÈTRE DES MOBILITÉS DU QUOTIDIEN

Au niveau national, les résultats montrent que le nombre de Français.es en situation de précarité de mobilité est passé de 13,5 millions à 15 millions de personnes en deux ans.

La Guadeloupe, qui se place dans un contexte particulier, cumulant des difficultés structurelles en matière de mobilité et un contexte socio-économique fragile, n'échappe pas à ce constat alarmant. 47 % des habitant.es* sont en situation de

En partenariat avec :



Réalisé par :



COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

précarité de mobilité, davantage qu'au niveau national (21 %). Les comparatifs avec les données nationales doivent donc être pris avec prudence.**

Les facteurs sont multiples : bas revenus, prix des carburants élevés, distances à parcourir importantes, absence d'alternative à la voiture, voire absence totale de moyen de mobilité. Cette précarité se traduit par des renoncements à des actes essentiels, tels que se déplacer pour se soigner, trouver un emploi, visiter un proche et maintenir une vie sociale.

Cette enquête laisse apparaître également en filigrane d'importantes disparités socio-culturelles et territoriales -notamment entre centres et périphéries- dans les pratiques de mobilité avec une fracture entre des publics qui cumulent les difficultés et d'autres qui disposent à l'inverse de nombreux atouts pour se déplacer sans contrainte et évoluer vers l'usage de modes durables.

L'aggravation de la précarité dans la mobilité est d'autant plus préoccupante qu'elle vient se cumuler ou génère d'autres formes de précarité. Celles-ci viennent creuser davantage les fractures sociales et territoriales, avec les risques de recroquevillement et de polarisation extrême de l'opinion qui en découlent.

LES PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

Une précarité de mobilité qui prend de multiples formes

Wimoov identifie trois situations distinctes et complémentaires qui concourent à la définition de la précarité de mobilité : la précarité carburant, la vulnérabilité en matière de mobilité et la dépendance à la voiture.

Il ressort qu'en Guadeloupe, **47 % de la population* est en situation de précarité de mobilité** (21 % au niveau national**).

- La **précarité carburant concerne 36 % des personnes interrogées** (11 % en moyenne nationale**).
- La **vulnérabilité en matière de mobilité touche 25 % des répondant.es** (11 % en moyenne nationale**).
- La **dépendance à la voiture concerne 32 % des habitant.es de la région** (13 % au niveau national**).

Cette situation de dépendance fragilise le budget des ménages. Le nombre de répondant.es dont le budget mensuel carburant est supérieur ou égal à 150 € s'élève à 24 %, soit 10 points de plus que la moyenne nationale.

Autre signe manifeste de cette dépendance à la voiture : dans l'hypothèse où le prix du carburant augmenterait de 50 %, la proportion d'automobilistes qui ne changeraient pas leurs pratiques s'élève à 74 %, soit 42 points d'écart avec la moyenne des autres régions**. Quelle que soit l'hypothèse de hausse du prix du carburant - de +15 à +100 % - aucun.e répondant.e n'envisage de délaisser sa voiture pour ses déplacements quotidiens.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

Focus sur l'indice de précarité mobilité de Wimoov

Wimoov calcule, à partir des données du Baromètre des Mobilités du Quotidien, 6 facteurs qui reflètent différentes causes (ressources financières, dépense en énergie, condition de mobilité) et dimensions (économique, technique, géographique). En les croisant, il est possible d'identifier trois situations distinctes et complémentaires : la précarité carburant, la vulnérabilité en matière de mobilité et la dépendance à la voiture. L'addition de ces précarités permet de déterminer l'indice.

Les analyses et les calculs ont été réalisés à partir d'une méthode inspirée des travaux d'Audrey Berry, de Céline Guivarch, d'Yves Jouffe et Nicolas Coulombel publiés en 2016 dans un article intitulé "Comment mesurer la précarité énergétique en matière de transport".

Conséquences : des phénomènes de renoncement toujours plus excluants

En Guadeloupe, la part des personnes ayant été concernées par au moins un renoncement à un déplacement lors des 5 dernières années est « seulement » de 32 %, soit moins élevée que dans la moyenne des autres régions françaises (37 %).**

Les déplacements les plus affectés sont les visites à un proche, les activités sportives et de loisirs et les rendez-vous médicaux. Les déplacements liés à la recherche d'un emploi sont aussi impactés mais dans une moindre mesure.

Ce sont les publics les plus fragiles qui sont les plus concernés par ces renoncements : les demandeurs d'emploi de longue durée, les personnes n'ayant pas le permis de conduire, les personnes issues d'un foyer à faibles revenus, les jeunes.

Une évolution des comportements face aux aléas climatiques

Pour la première fois, le panel a été sondé sur l'impact des aléas climatiques (canicule, sécheresse, incendie de forêt, inondation, grand froid, tempête) au cours des trois dernières années sur leur mobilité. **Les Guadeloupéen.nes se montrent peu sensibles à cet impact (17 %).** Seuls 3 % ont changé durablement de mode de transport, la plus grande partie des « renonceur.euses » ne l'ont fait que pour quelques déplacements.

Des alternatives de transport peu présentes, la voiture prédomine

En Guadeloupe, 31 % des personnes interrogées déclarent avoir le choix de leur mode de transport, c'est beaucoup moins qu'au niveau national (55 %).

Le territoire apparaît sous-dotée en équipements de proximité alternatifs à la voiture individuelle, **sauf en ce qui concerne les transports collectifs urbains, essentiellement des bus**, nettement plus présents à proximité du domicile que dans le reste des régions (72 % vs 52 %), ou **les taxis/VTC** à peine en dessous de la moyenne nationale à 31 % d'accessibilité. Les autres services de transports inter-urbains, les solutions en libre-service (vélos, autos, trottinettes...) ou encore les aires de covoiturage sont quasiment absentes.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

Une part plus importante de la population (19 % au niveau régional vs 15 % en population générale) mentionne n'avoir accès à aucune solution alternative.

La voiture reste le mode principal de déplacement pour 53 % des habitant.es de la Guadeloupe (68 % au niveau national).

L'usage des transports collectifs comme mode de transport principal n'arrive qu'en troisième position – derrière la voiture et la marche - avec 25 %. Ce chiffre est pourtant au-dessus du niveau national à 21 %). La grande majorité de ceux qui les empruntent (60 %) déclarent ne pas avoir d'autres solutions. Les arguments financiers, d'efficacité arrivent très loin derrière.

Pourtant les transports en commun bénéficient d'une image plutôt positive en termes de fiabilité et de sécurité, surtout auprès de ceux qui en sont utilisateur.rices. 66 % de ceux qui les empruntent sont sûrs ou presque sûrs d'arriver à l'heure et 73 % des utilisateur.rices se sentent en sécurité. Une large majorité (83 %) de ceux qui ne les utilisent pas reconnaissent que leur coût est inférieur à celui de la voiture, mais 78 % des non-utilisateur.rices trouvent qu'il est difficile de savoir comment faire un trajet.

La proportion de personnes déclarant n'avoir accès à aucune solution de mobilité s'élève à 39 %, ils sont 12 % dans la moyenne des régions.**

Une méconnaissance largement répandue des dispositifs d'aide à la conversion vers des modes de déplacement plus durables

Interrogés sur leur connaissance et leur éventuel recours à des aides pour passer à un mode de transport plus propre (vélo ou voiture électrique), **les Guadeloupéen.nes révèlent à 93 % ne pas connaître ces aides.** 99 % n'en ont jamais bénéficié. 20 % des personnes interrogées ne savent pas comment faire pour les solliciter.

82 % des répondant.es déclarent ne pas connaître les mesures pour se déplacer gratuitement ou à prix réduit dans les transports collectifs.

Quant à la mise en place des Zones à Faibles Émissions, 89 % des personnes interrogées ne savent pas ce qu'est une ZFE, ils sont 53 % au niveau national. La majorité des automobilistes (67 %) estiment qu'ils ne seront pas concernés par le dispositif.

Karim Aït Youcef, Directeur du développement et de l'innovation de Wimoov

“Les problématiques de mobilité sont importantes en Guadeloupe. Le baromètre des mobilités du quotidien permet de mesurer ces difficultés et les enjeux qui en découlent. Bien que le taux de renoncement à un déplacement lors des 5 dernières années soit plus bas qu'en France métropolitaine hors Île-de-France (IDF), bon nombre d'indicateurs demeurent tout à fait alarmants. La multimodalité, à savoir le choix entre différents modes de transports, ne concernent qu'à peine plus de 30 % des habitant.e.s (50 % France hors IDF), la dépendance à la voiture est exacerbée (31 % en Guadeloupe contre 11 % France hors IDF), la précarité carburant s'envole et concerne 36 % de la population (11 % France hors IDF)... S'ajoute à tout cela un chiffre de 39 % de personnes n'ayant aucune solution de mobilité en Guadeloupe.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

Nos indicateurs établissent clairement la feuille de route des besoins des Guadeloupéen.nes en termes de mobilité du quotidien. Il est fondamental que des investissements importants soient consentis dans ce secteur (comme dans d'autres également) afin d'offrir aux habitant.e.s de l'île des transports fiables, durables et accessibles à toutes et tous, et les accompagner dans la connaissance et l'utilisation de ces solutions."

LES PROPOSITIONS DE WIMOOV

Face aux dangers pour la cohésion sociale et territoriale de notre société que représente la précarité dans la mobilité du quotidien, **il est urgent de repenser nos mobilités pour qu'elles soient abordables, acceptables et désirables par et pour tou.tes**. Wimoov appelle à réagir collectivement via une mobilisation renforcée et à mettre en œuvre la mobilité inclusive essentielle à l'insertion sociale et professionnelle, à la lutte contre la précarité, et à la cohésion de notre société.

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), en consacrant le changement d'une logique d'infrastructure vers une logique de besoins des usager·ère·s, a ouvert le champ des possibles. Mais sans définir les moyens pour y parvenir, elle tarde encore à être mise en œuvre.

Wimoov insiste pour que les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) se saisissent pleinement de la compétence mobilité solidaire obligatoire inscrite dans la LOM. Celle-ci mériterait par ailleurs d'aller plus loin, en donnant aux AOM les moyens d'agir via **la création d'une ligne budgétaire pérenne dédiée à la mobilité solidaire**.

D'autre part, nous sommes convaincus que la mobilité est une compétence qui s'apprend et se développe tout au long de la vie, du plus jeune au plus grand âge ; **un continuum éducatif doit être mis en place afin de permettre à chacun d'adapter sa mobilité à son mode de vie, ses moyens et ses ressources**. En 2008, nous avons créé le métier de **conseiller mobilité** pour former et informer les publics à la mobilité et aux aides dont il dispose, avec l'ambition de le faire reconnaître et de poursuivre son déploiement.

Et enfin, pour que les solutions, les services de mobilité et leur intermodalité soient inclusifs, **ils doivent d'abord être conçus pour les plus vulnérables** ; garantie de leur adaptation à toutes et tous et du développement des solutions alternatives à la voiture.

Le Baromètre des Mobilités du Quotidien a été réalisé en partenariat avec SNCF, l'ADEME, le ministère des Transports, la MACIF, le Département de la Guadeloupe, Auxilia Conseil et TMO.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

19 septembre 2024 : Journée de la mobilité inclusive
Événement aux Abymes

Les résultats régionaux du 3^e Baromètre des Mobilités du Quotidien seront présentés le 19 septembre à l'occasion de la Journée de la Mobilité Inclusive organisé par Wimoov.

Rendez-vous le 19 septembre de 9.00 à 15.00 au Village de la mobilité, Esplanade de la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS), ZAC de Dothémare, 97139 Les Abymes

Vous pouvez aussi retrouver l'ensemble des résultats de cette enquête réalisée auprès d'un échantillon national de 12 387 personnes entre décembre 2023 et mars 2024 sur le site de du Baromètre des Mobilités du Quotidien : [Baromètre des Mobilités du Quotidien \(barometremobilites-quotidien.org\)](http://barometremobilites-quotidien.org)

Contacts presse

Agence Géraldine Musnier

- Karine Grand : 06 60 94 05 49 – karine@agencegeraldinemusnier.com
- Sonia Brochier : 06 82 51 80 45 – sonia@agencegeraldinemusnier.com
- Géraldine Musnier : 06 72 68 27 21 – geraldine@agencegeraldinemusnier.com

* Population de 18 ans et plus

** Moyenne nationale hors Ile-de-France